

An offshore oil rig is shown at night, illuminated by blue and red lights. The rig is positioned on the right side of the image, with its structure extending into the dark blue sky. The rig's lights create a glow that reflects on the surface of the water below. The water is depicted with a wavy, undulating surface, and the overall scene is set against a gradient of blue and teal colors. The rig's structure is complex, with various platforms and cranes visible. The lights are a mix of bright blue and red, creating a high-contrast, industrial atmosphere. The background is a deep blue, suggesting a clear night sky. The overall composition is clean and modern, with a focus on the industrial structure and the play of light and color.

**EVOLEN**  
Energy Made in France

# Enquête sur l'activité de l'industrie parapétrolière et paragazière française

Période 2016-2017

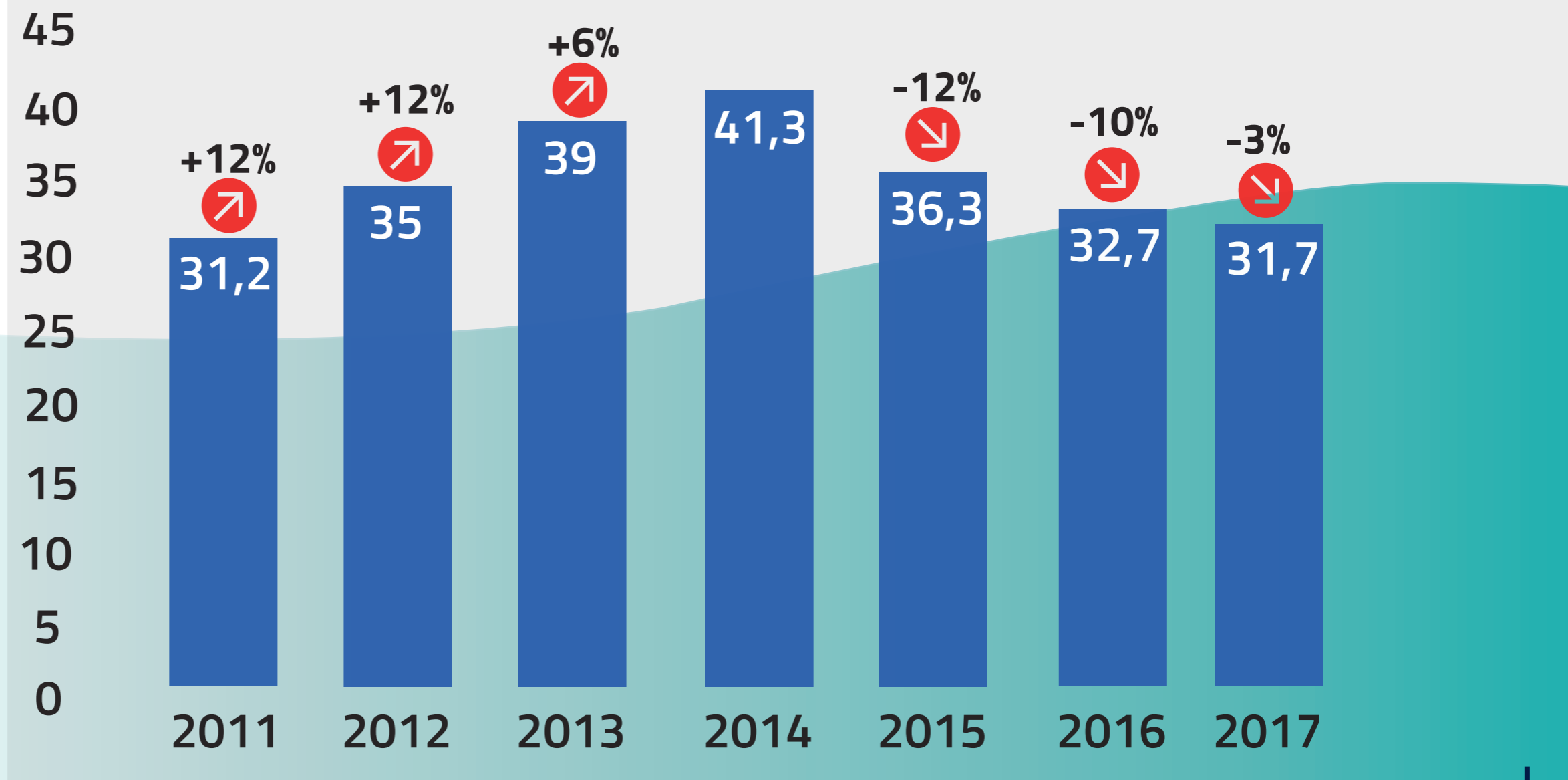
## 1- L'industrie parapétrolière et paragazière française en 2016 et 2017.

L'industrie parapétrolière et paragazière française a connu une croissance importante jusqu'en 2014. A la suite de la chute brutale du cours du pétrole, l'année 2015 a marqué la fin d'une augmentation régulière du chiffre d'affaires global depuis plusieurs années. Les années 2016 et 2017 montrent que la crise a perduré mais avec une baisse du chiffre d'affaires global moins forte en 2017 qu'en 2016.

D'après les évaluations réalisées par Evolen, qui reposent pour partie sur les résultats de l'enquête menée en 2018, le chiffre d'affaires annuel global pour 2016, généré depuis la France par l'industrie parapétrolière et paragazière ressort actuellement à 32,7 milliards d'euros avec une diminution de 10% par rapport à 2015 (fig.1). Sur les mêmes bases de calcul que celles utilisées en 2016, l'année 2017 affiche une réduction moindre de l'ordre de 3% soit 31,7 milliards d'euros, proche du niveau de 2011.



Évolution du chiffre d'affaires de l'industrie pétrolière et paragazière entre 2011 et 2017 (en milliards d'euros)



Une redéfinition des bases de calcul devra être entreprise pour les années à venir, afin de tenir compte de la fusion entre Technip et FMC en 2017.

En termes d'effectifs, **les estimations sont abaissées à environ 50 000 emplois en France pour 2017 contre 60 000 en 2015**. Ce repli est expliqué par le maintien des suppressions de postes dans les grandes entreprises ainsi que celles des postes d'assistance technique, les missions de consulting et autres contrats temporaires.

Il est important d'avoir à l'esprit la difficulté à évaluer le nombre d'emplois dans les petites entreprises où, par leur fonctionnement, le personnel est polyvalent et où il n'y a pas d'effectif uniquement dédié au domaine pétrolier et gazier. Pour les mêmes raisons, à l'intérieur du secteur parapétrolier, l'évaluation du nombre d'emplois en offshore, onshore ou raffinage se révèle plus qu'ardue.

Structurellement, plus de 950 PME réalisant un CA inférieur à 200 millions d'euros contribuent au chiffre d'affaires global pour environ 20% tandis qu'une trentaine de très grandes entreprises actives mondialement avec plus de 200 millions de CA se partagent le solde de 80%. Sa structure est caractérisée à la fois par une trentaine de très grandes entreprises actives mondialement et par plusieurs centaines de PME, PMI ou TPE qui disposent d'un savoir-faire ou d'une technologie spécifique qu'elles peuvent mettre au service des projets pétroliers ou gaziers.

Historiquement, l'évolution générale du chiffre d'affaires global depuis 2004 a comporté une accélération importante jusqu'en 2008 suivie d'une brusque chute de 10% en 2009 en raison de la crise économique. 2011, 2012 et 2013 avaient vu un redémarrage à la hausse avec une croissance notable.

Une réduction de la croissance du chiffre d'affaires global a débuté en 2014. L'année 2015 a ouvert une période difficile avec un recul de 12%. 2016, avec une baisse de 10%, a confirmé l'impact sur l'industrie parapétrolière d'une politique d'investissement plus sévère et plus sélective de la part des compagnies pétrolières et gazières. En 2017, l'érosion rapide du chiffre d'affaires global semble enrayée avec une évaluation de -3%. Ce « moins mauvais résultat » pourrait augurer d'une sortie de crise mais, il faudra attendre 2018 pour savoir véritablement si 2017 était le creux de la vague. Une touche d'optimisme est donnée par les résultats de l'enquête auprès des entreprises du secteur, présentée plus loin. Elle fait état d'un retour début 2018 vers une certaine stabilité voire une hausse des activités.

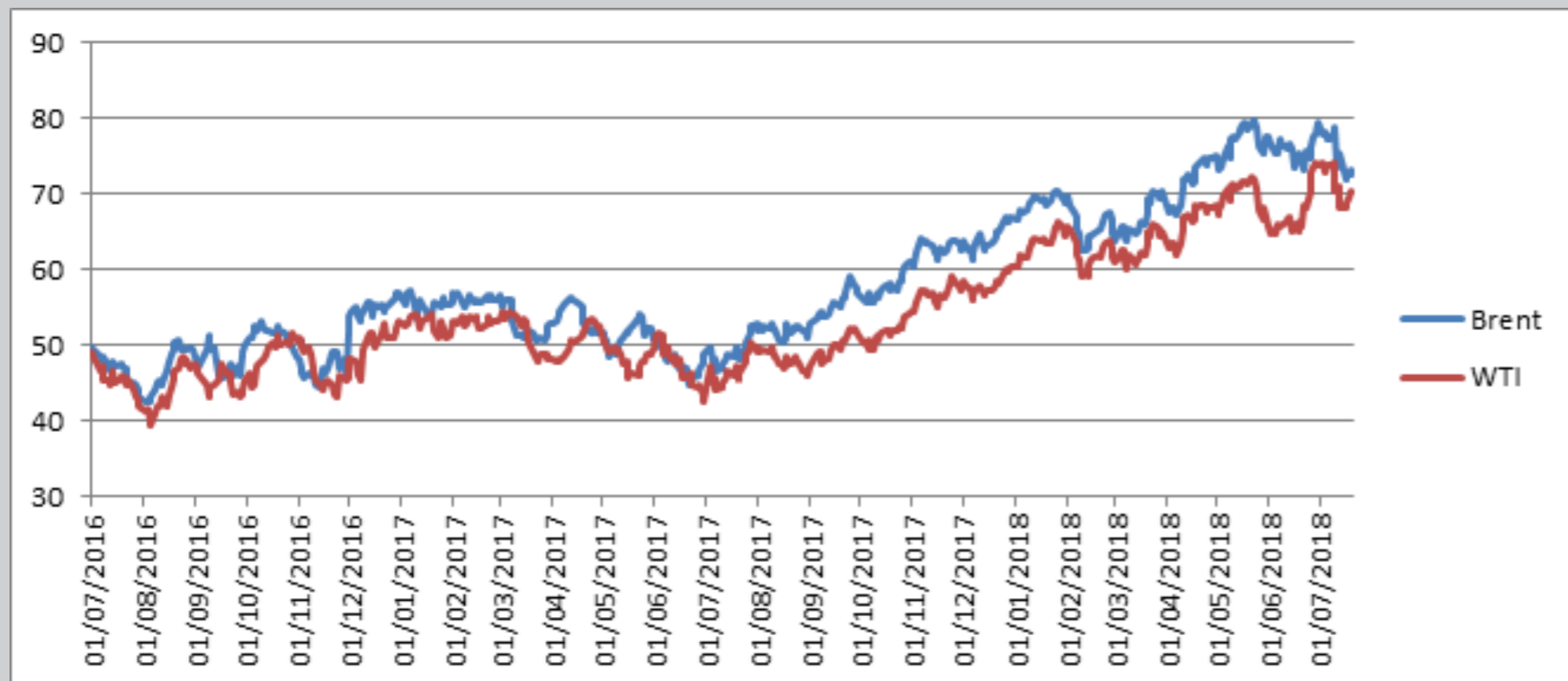
## 2 - Évolution des indicateurs entre 2016 et 2018.

L'enquête parapétrolière annuelle d'Evolen porte sur l'année 2017 mais il est intéressant de présenter également, dans la mesure où ils sont disponibles, des éléments, des indicateurs ou des tendances concernant 2016 et 2018. Il a été regroupé dans cette partie l'évolution des cours du pétrole et du gaz, l'activité mondiale des installations de forage et l'évolution de la parité euro/dollar.

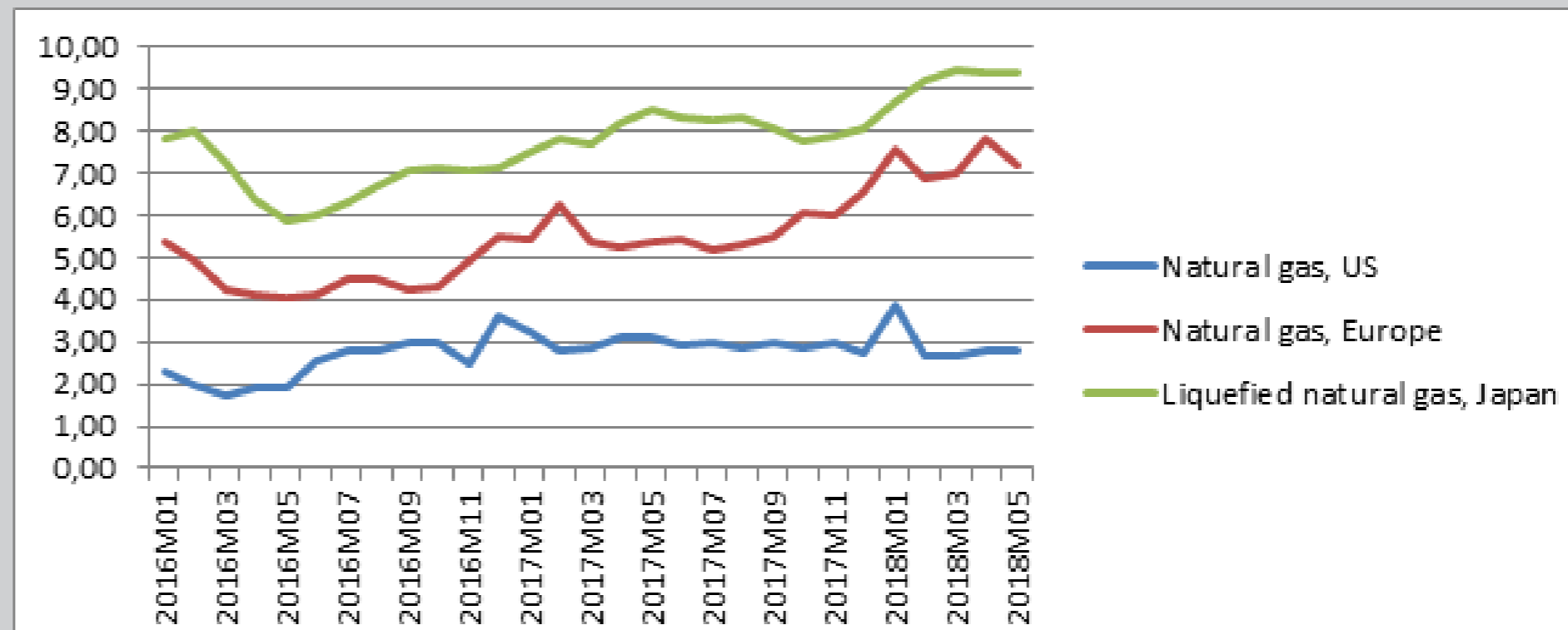
### a) Données générales

Durant la période 2016-2018, le cours du pétrole brut a remonté vers les \$70 à partir de l'été 2017. ( fig.2) Le prix du gaz naturel a suivi ce mouvement sauf aux USA. ( fig.3). L'activité mondiale de forage, au plus bas en mai 2016, a progressivement monté, alimentée majoritairement par celles des USA. ( fig.4). La parité euro/dollar a oscillé autour d'une moyenne de 1,14. ( fig.5). On observe donc des signes de reprise à partir de 2017, reprise dont pourrait bénéficier à terme l'industrie parapétrolière.

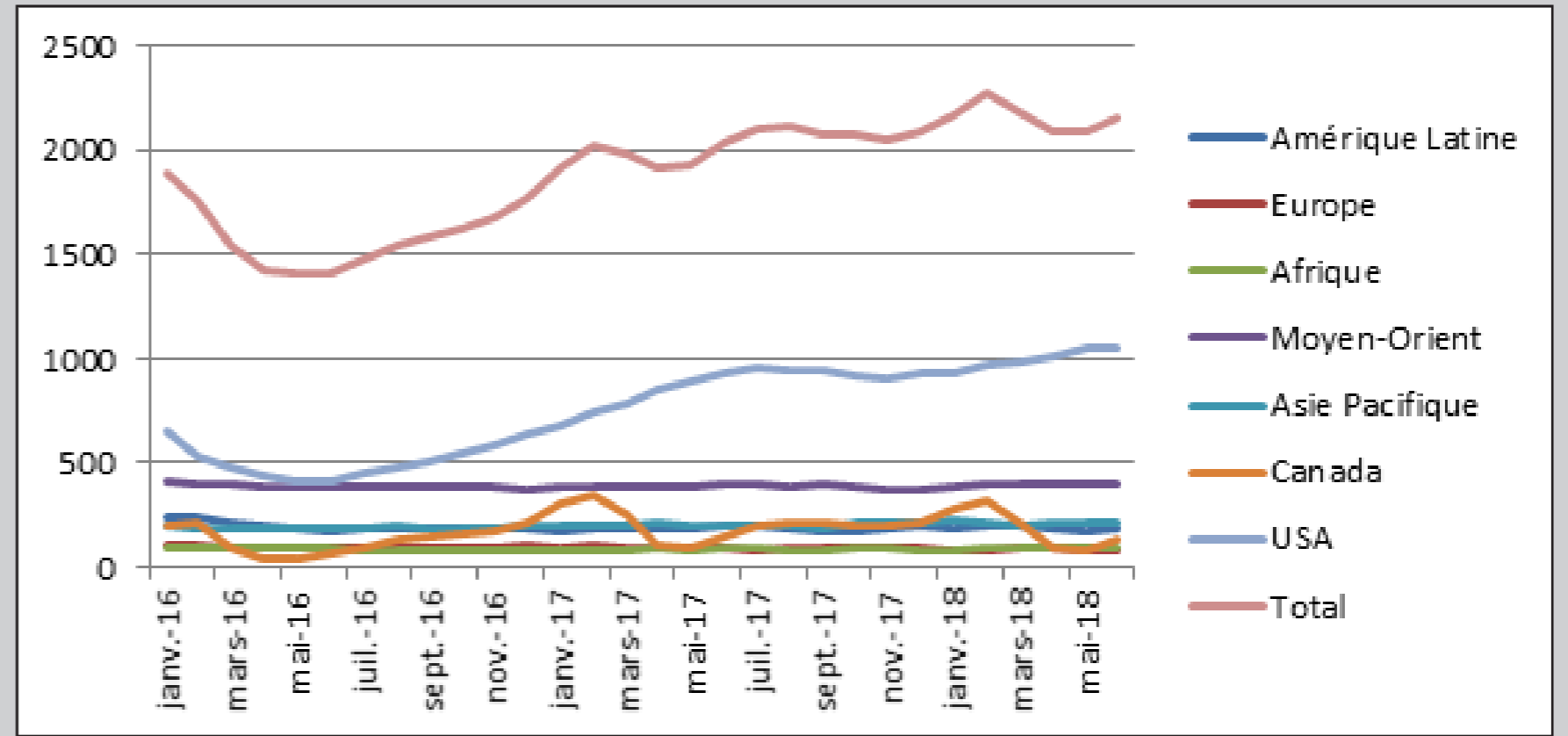
**Figure 2 - Cours du pétrole brut en \$/b entre janvier 2016 et juin 2018**



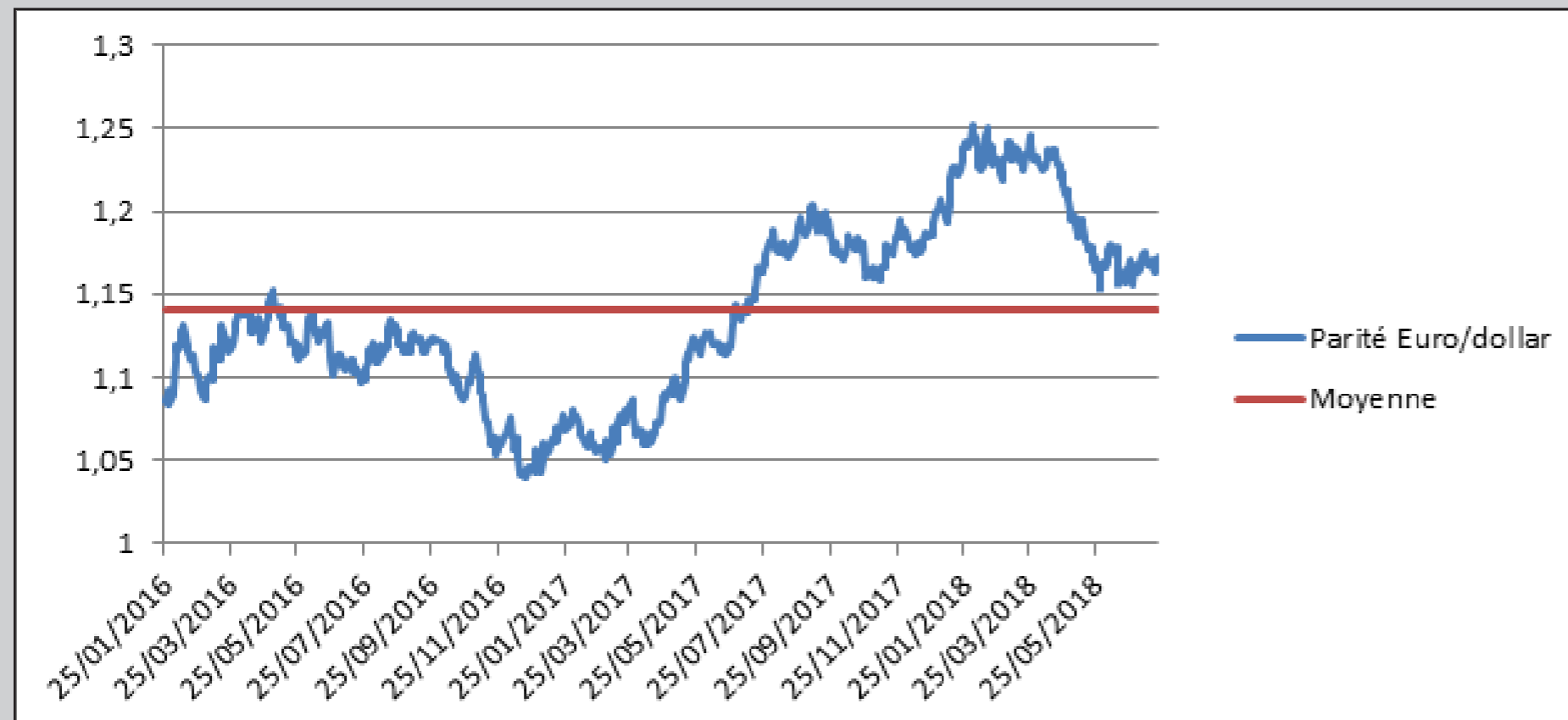
**Figure 3 - Évolution des prix du gaz naturel en \$/Mmbtu (Source Banque mondiale)**



**Figure 4 - Rig Count de janvier 2016 à juin 2018 (Source Baker Hughes)**



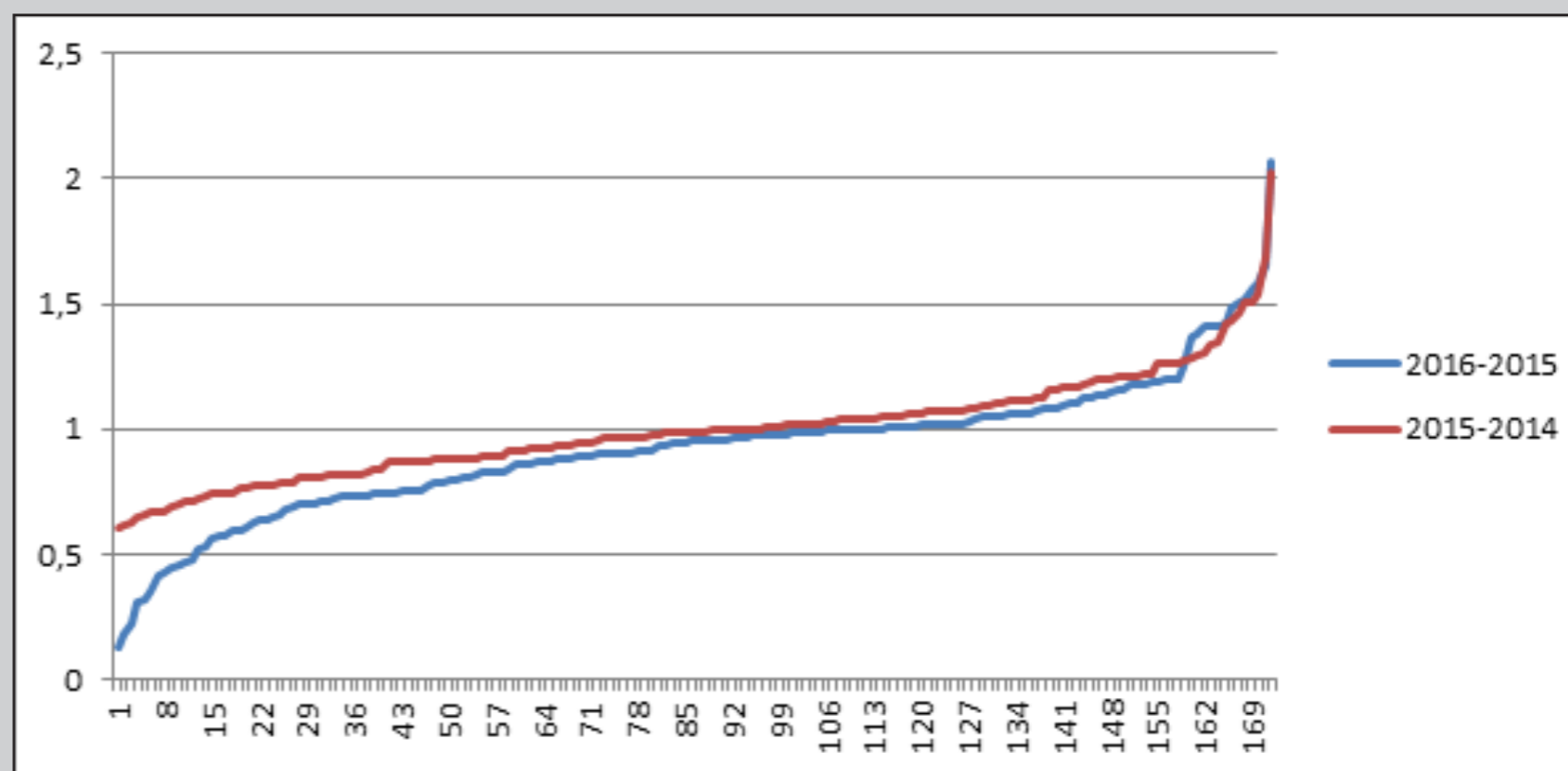
**Figure 5 - Parité euro-US\$ entre janvier 2016 et juin 2018**



## b) Évolution des rapports des chiffres d'affaires annuels sur la période 2014-2017

Les chiffres d'affaires d'entreprises dont l'activité parapétrolière et paragazière est connue ont été recherchés sur le Registre du Commerce et des Sociétés au travers de la base Infogreffe. A partir des données disponibles pour près de 170 entreprises, il a été établi un graphe représentant l'évolution des chiffres d'affaires déclarés sur la période 2014-2016.( fig.6). Compte tenu de l'amplitude des sommes en jeu qui rend difficile la comparaison en raison de la taille de l'échelle, l'observation a été réalisée sur les rapports des chiffres d'affaires d'une année sur l'autre. Ces rapports ont ensuite été classés par ordre croissant. Ainsi, quelle que soit la taille de la société, un rapport de valeur 1 signifie qu'il n'y a pas eu d'augmentation de chiffre d'affaires d'une année sur l'autre ; au-dessous, il y a eu diminution et au-dessus augmentation. Les résultats ont été bornés à un rapport minimal de 0,3 et maximal de 2.

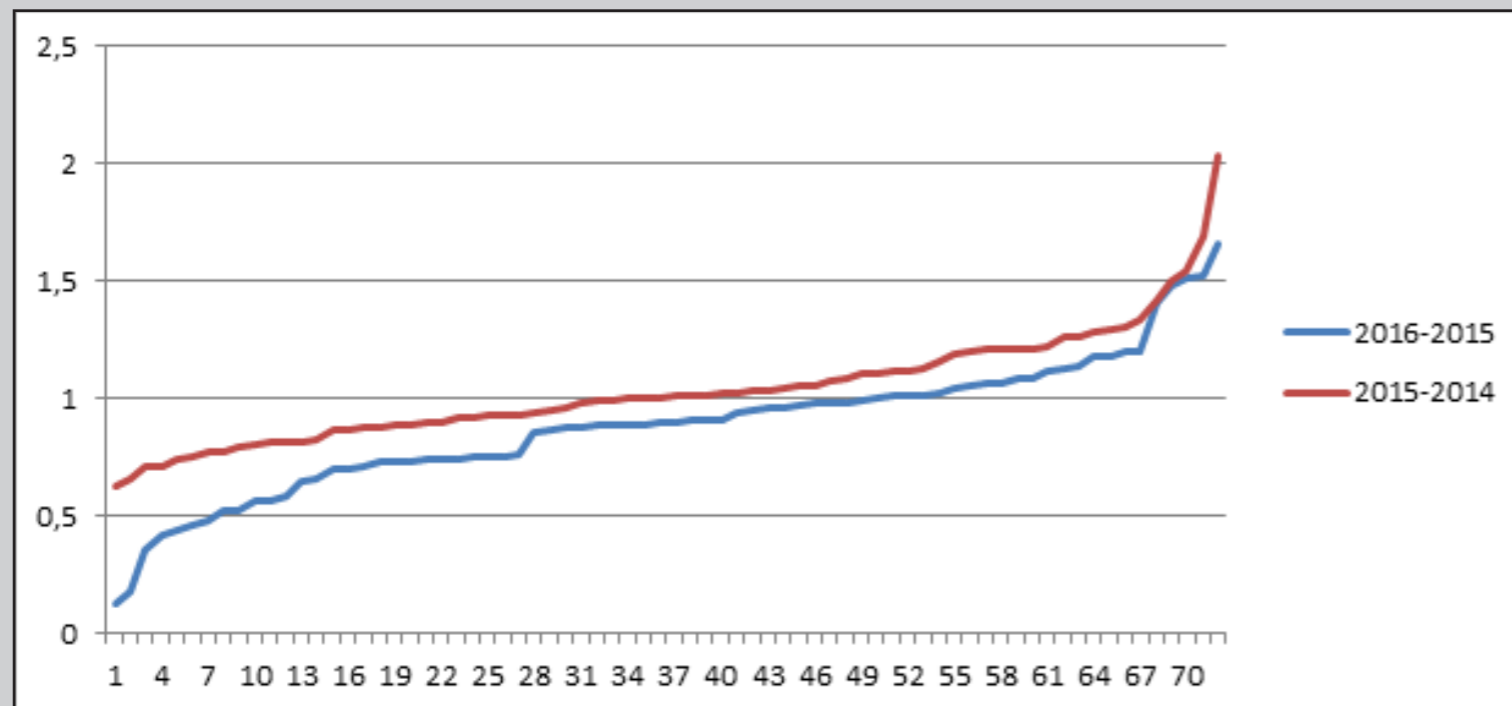
**Figure 6 - Évolution des rapports des chiffres d'affaires annuels pour la période 2014-2016**



Les courbes indiquent, par rapport à l'équilibre d'une valeur de 1, une diminution des performances entre la période 2014-2015 et celle de 2015-2016. De moins en moins d'entreprises augmentent leurs chiffres d'affaires d'une année sur l'autre et de plus en plus le diminuent.

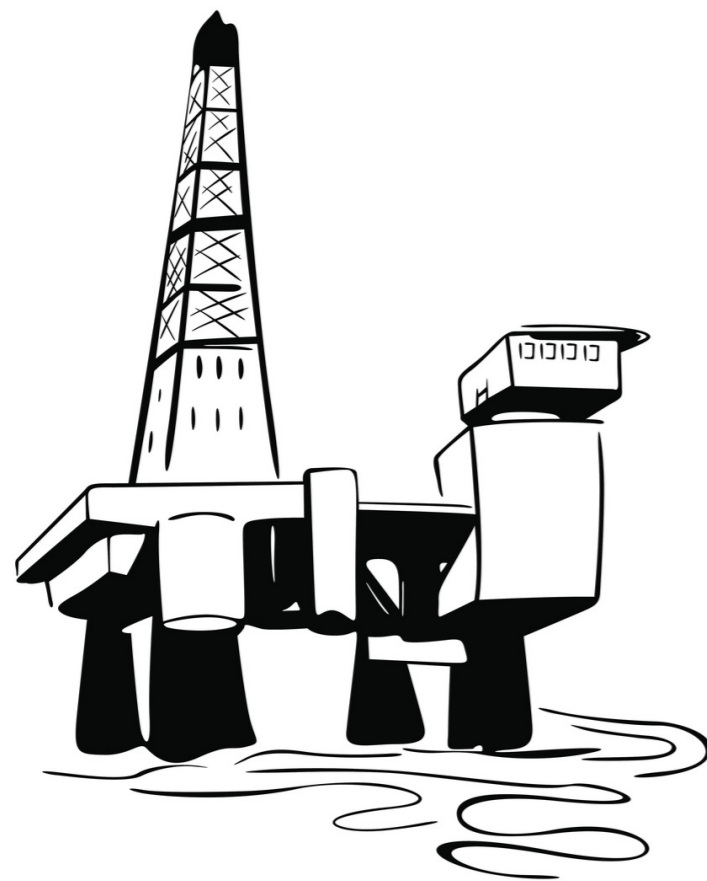
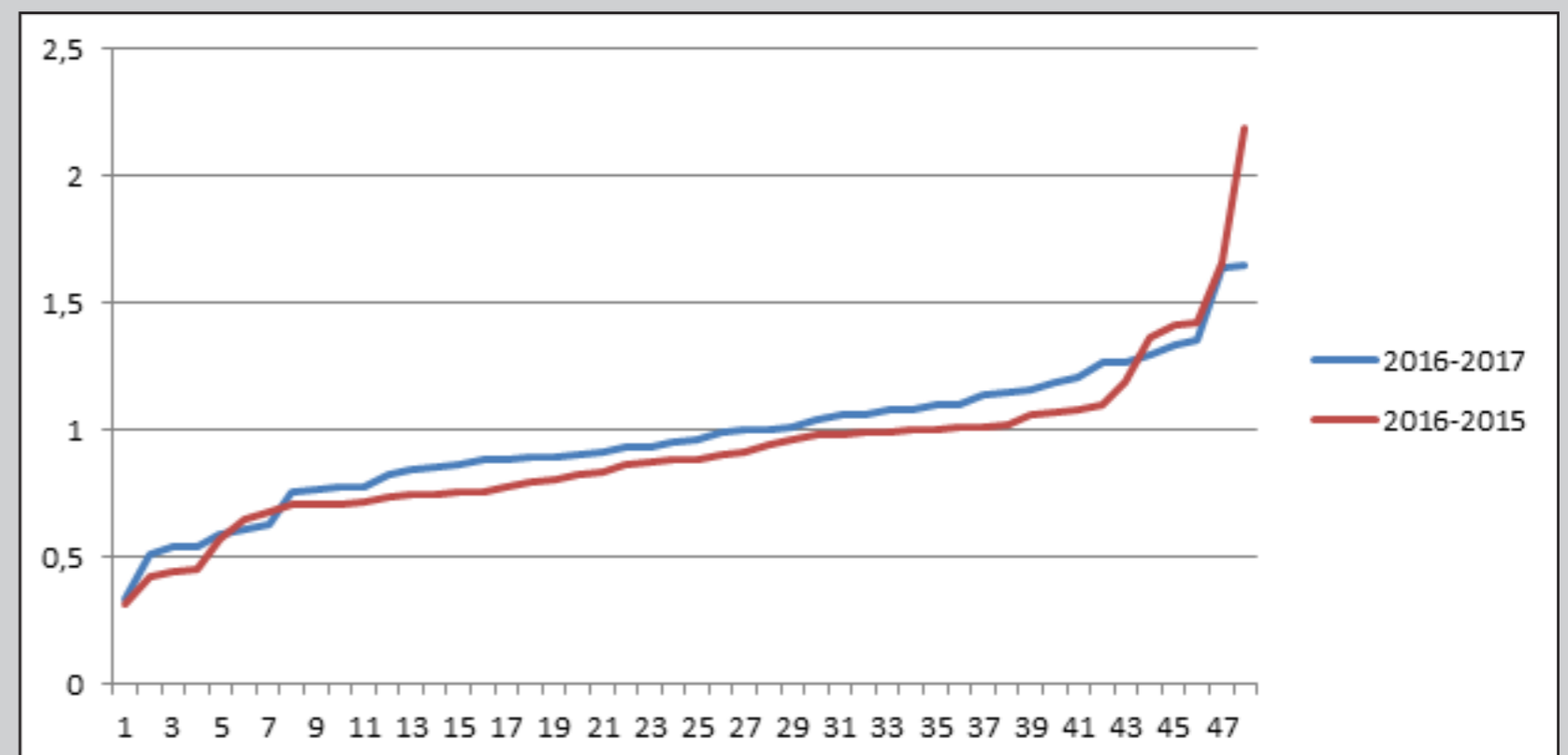
Si l'on limite l'observation aux entreprises dont l'activité est totalement dans le domaine parapétrolier, l'écart entre les deux courbes devient plus important et met en évidence l'impact de la baisse d'activité dans le pétrole et le gaz.( fig.7).

**Figure 7 - Évolution des rapports des chiffres d'affaires annuels pour la période 2014-2016 pour les entreprises à activité totalement parapétrolière**



Concernant la période 2016-2017. ( fig.8), moins de chiffres sont actuellement disponibles. Il est intéressant de voir que les niveaux des courbes se sont inversés. Même si l'écart est faible, il semble indiquer une reprise de l'augmentation des chiffres d'affaires. Il faudra néanmoins pouvoir disposer de plus de données pour le vérifier.

**Figure 8 - Évolution des rapports des chiffres d'affaires annuels pour la période 2015-2017**



### c) Évolution des effectifs entre 2015 et 2016.

Sur les mêmes bases que celles employées pour les chiffres d'affaires, l'évolution des effectifs déclarés entre 2015 et 2016 a été étudiée pour plus d'une centaine d'entreprises parapétrolières. Les données de 2017 sont encore trop parcellaires pour en effectuer une analyse. Sur les 111 entreprises ayant indiqué des chiffres d'effectifs :

- **46% étaient en baisse**
- **31% étaient en hausse**
- **22% étaient stables**

Globalement, le total des effectifs était en baisse de 7%. Ce qui indique que les créations de postes, si elles concernaient beaucoup d'entreprises, n'étaient pas en quantité à la hauteur des suppressions. Cet indicateur est à prendre avec une certaine retenue car les données ne prennent pas en compte le recours à du personnel contracté temporairement dans d'autres entreprises.

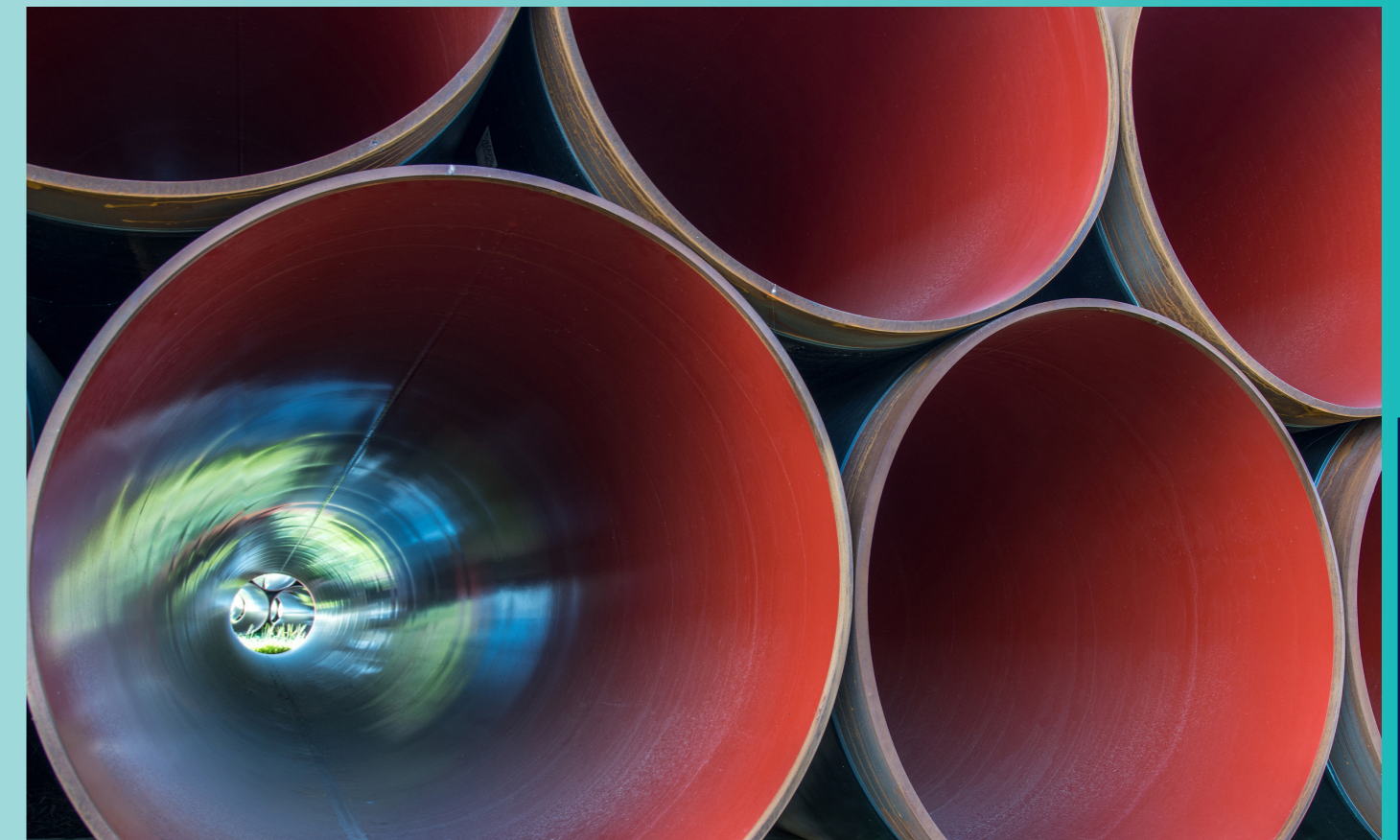
La situation des effectifs pour la période 2014-2015 donnait des chiffres assez proches et en particulier une baisse pour 51% des sociétés. Il s'agit donc d'une tendance qui se poursuit. L'examen croisé avec de la dépendance des sociétés vis-à-vis du domaine parapétrolier ne donne aucune orientation particulière.

## 3- Résultats de l'enquête sur l'activité de l'industrie parapétrolière et paragazière française.

### a) Conditions générales de l'enquête.

Cette enquête, conduite en collaboration avec le GICAN, a été menée dans la première moitié de 2018 à l'aide d'un questionnaire envoyé par voie électronique auprès d'entreprises parapétrolières et paragazières basées en France. Les opérateurs et leurs filiales à 100%, ainsi que les entreprises ayant une activité de distribution ou de vente de produits pétroliers ou gaziers n'ont pas été contactées afin de demeurer dans le strict domaine parapétrolier.

Les réponses intéressantes spécifiquement le GICAN car provenant des sociétés uniquement actives dans le domaine maritime hors pétrole et gaz n'ont pas été prises en compte par Evolen dans l'analyse des résultats. Le nombre total de réponses reçues est de 75. Certains correspondants n'étant pas forcément concernés par certaines questions ou ne souhaitant pas y répondre, les pourcentages indiqués par la suite sont ceux des réponses effectives.





## b) Activité générale des entreprises

Cette enquête, conduite en collaboration avec le GICAN, a été menée dans la première moitié de 2018 à l'aide d'un questionnaire envoyé par voie électronique auprès d'entreprises parapétrolières et paragazières basées en France. Les opérateurs et leurs filiales à 100%, ainsi que les entreprises ayant une activité de distribution ou de vente de produits pétroliers ou gaziers n'ont pas été contactés afin de demeurer dans le strict domaine parapétrolier. Les réponses intéressant spécifiquement le GICAN car provenant des sociétés uniquement actives dans le domaine maritime hors pétrole et gaz n'ont pas été prises en compte par Evolen dans l'analyse des résultats. Le nombre total de réponses reçues est de 75. Certains correspondants n'étant pas forcément concernés par certaines questions ou ne souhaitant pas y répondre, les pourcentages indiqués par la suite sont ceux des réponses effectives.

Bureau Etudes - Ingénierie (Etude amont, Architecture navale, Conception, Modélisation, Simulation, Traitement de données)	<b>19%</b>
Chantiers - Contractant EPC - Ensembliers Intégrateurs	<b>12%</b>
Fournisseurs de moyens de conception, de modélisation, de production et d'essais	<b>3,5%</b>
Fournisseurs de services industriels et sous-traitants de spécialités (logistique, transport, lavage, manutention lourde, dépollution, traitement de déchets, coque & structures, électricité, peinture, emménagements, maintenance réparation mise en service, forage, sismique, travaux maritimes, ...)	<b>8,5%</b>
Fournisseurs d'équipements et composants	<b>36%</b>
Autres sociétés de services (Conseil, Assistance technique, Prestation de gestion de projets, Inspections - Audits - Classification - Certifications- Tests - Réception, Formation, Mise à disposition de personnel intérimaire, Sécurité - Environnement, Gestion de bases vie, Gestion, Finance...)	<b>15,5%</b>
Instituts et labos de R&D, Ecoles et Universités	<b>5%</b>

Près de la moitié de l'échantillon est composé de sociétés d'ingénierie et de fournisseurs d'équipements mais toutes les activités proposées sont présentes. Il est à noter que 65% des 75 entreprises déclarent n'appartenir à aucun groupe industriel.

## c) Implantation de filiales en France métropolitaine

La localisation par région des filiales des 75 entreprises de l'échantillon met en avant la région PACA ainsi que l'Auvergne Rhône Alpes, la Nouvelle Aquitaine et l'Ile de France. La totalité des effectifs indiqués pour ces filiales est de l'ordre de 16 000 personnes. Cette répartition correspond aux grandes régions parapétrolières françaises caractérisées par la présence de terminaux, de raffineries, de complexes pétrochimiques ou d'importantes infrastructures maritimes.



### NOMBRE DE FILIALES PAR RÉGIONS

PACA	<b>16</b>
Auvergne Rhône-Alpes	<b>10</b>
Nouvelle Aquitaine	<b>10</b>
Ile de France	<b>9</b>
Pays de la Loire	<b>9</b>
Normandie	<b>8</b>
Bretagne	<b>7</b>
Bourgogne Franche Comté	<b>6</b>
Hauts de France	<b>6</b>
Occitanie	<b>5</b>
Grand Est	<b>4</b>
Centre Val de Loire	<b>1</b>
Corse	<b>0</b>
Outre-Mer	<b>0</b>

## d) Implantation de filiales à l'étranger

Il a été demandé la localisation des éventuelles filiales dans les grandes zones géographiques. 35 entreprises ont répondu. La répartition privilégie l'Europe et l'Afrique de l'Ouest. Elle est assez proche des résultats publiés dans l'enquête 2015-2016 et qui portait sur plus d'une centaine de sociétés françaises. On remarque que le continent africain dans sa globalité accueille 30 filiales et par conséquent plus que l'Europe hors France.

Europe (Hors France)	<b>21</b>
Afrique de l'Ouest	<b>14</b>
Amérique du Nord	<b>13</b>
Asie du Sud, du Sud-Est, de l'Est et du Nord-Est	<b>12</b>
Amérique du Sud, Centrale et Caraïbes	<b>10</b>
Afrique du Nord	<b>8</b>
Proche et Moyen Orient	<b>7</b>
Océanie - Pacifique	<b>5</b>
Afrique de l'Est	<b>4</b>
Afrique Centrale	<b>4</b>
CEI ou Asie Centrale	<b>2</b>

## e) Part d'activité par grands secteurs

La répartition d'activité exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires montre la part non négligeable de l'activité offshore et subsea.

Secteur industriel	% du CA (moyenne)
Parapétrolier et paragazier	<b>32%</b>
Pétrole et gaz offshore ou subsea	<b>22%</b>
Energies renouvelables	<b>10%</b>

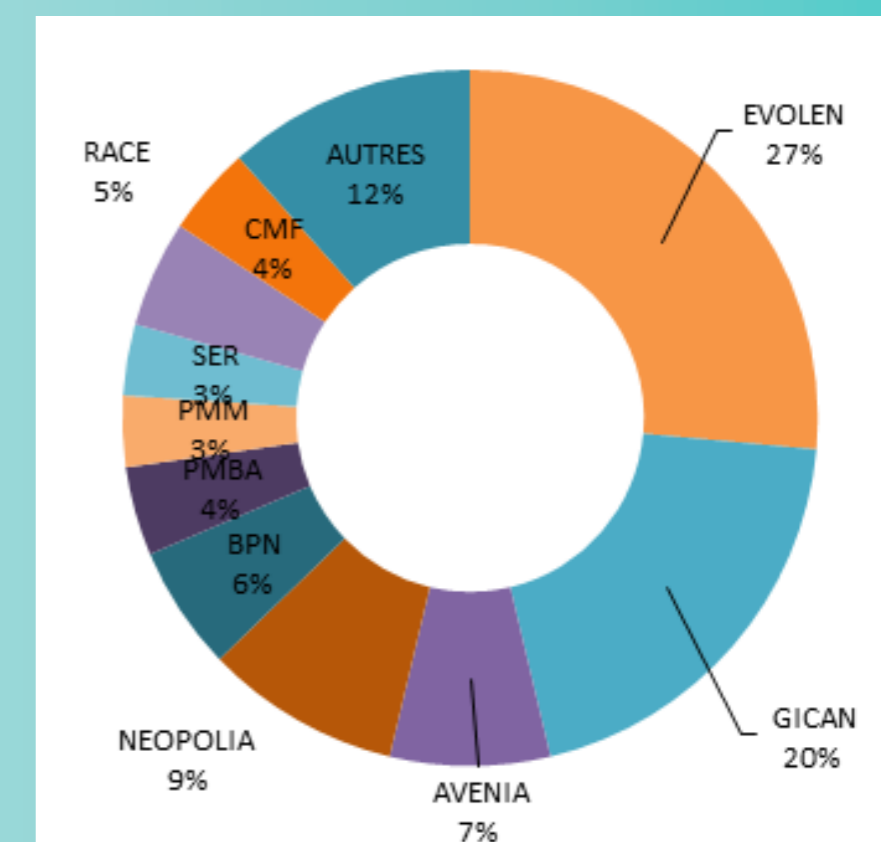
## f) Part d'activité par marchés spécifiques

La répartition du pourcentage du chiffre d'affaires et de l'effectif par grands domaines donne une prépondérance assez nette à l'exploration production et au transport-stockage.

Domaine	% du CA (moyenne)	% des effectifs (moyenne)
Exploration-Production	<b>32%</b>	<b>40%</b>
Raffinage-Pétrochimie	<b>13%</b>	<b>15%</b>
Transport- Stockage	<b>28%</b>	<b>37%</b>
Energies marines renouvelables	<b>8%</b>	<b>18%</b>
Energies terrestres renouvelables	<b>5,5%</b>	<b>6%</b>

## g) Appartenance à une organisation professionnelle ou à un groupement

68 entreprises ont mentionné appartenir à un ou plusieurs groupements professionnels nationaux ou régionaux. Il est utile de préciser qu'au-delà de la répartition globale, 10 entreprises sont membres à la fois d'EVOLEN et du GICAN et 12 entreprises membres d'EVOLEN et de clusters régionaux.



## h) Evolution des chiffres d'affaires et des effectifs

Cette partie de l'enquête s'intéresse aux tendances sur la période 2017 et 2018. Il a été demandé d'indiquer les tendances concernant les variations des effectifs et des chiffres d'affaires globaux et à l'exportation. Les réponses en pourcentage sont indiquées dans les tableaux ci-dessous :

### EFFECTIFS

	Hausse	Stabilité	Baisse
Tendance pour 2018	37%	49%	13%
Tendance pour 2017	34%	32%	34%

### CHIFFRE D'AFFAIRES GLOBAL

	Hausse	Stabilité	Baisse
Tendance pour 2018	45%	42%	13%
Tendance pour 2017	49%	22%	29%

### CHIFFRE D'AFFAIRE À L'EXPORT

	Hausse	Stabilité	Baisse
Tendance pour 2018	35%	57%	8%
Tendance pour 2017	38%	45%	17%

On observe un retour à la stabilité avec une diminution de moitié des taux de baisse signalés, que ce soit pour les effectifs ou les chiffres d'affaires. Ces résultats induisent l'idée d'une situation de « sortie de crise » après une période difficile.

## i) Recrutement, transformation numérique et innovation

Cet ensemble de questions a été posé sur une base simple : oui, non, ou sans réponse et avec une possibilité de commentaires dans tous les cas.

### Recrutement

Concernant le recrutement envisagé en France, en CDI ou CDD, sur 66 réponses obtenues, 50 entreprises (75%) pensent recruter. **45 entreprises (68%) indiquent avoir des problèmes à trouver les compétences recherchées** qu'elles souhaitent recruter ou non. En commentaire, il est cité des professions telles que soudeurs, électriciens, ajusteurs, usineurs, chaudronniers, électromécaniciens, électriciens.

Il est également fait état de tensions sur la demande, manque d'attractivité pour des postes en province, et surtout inadéquation entre la nature de l'enseignement et les besoins de l'industrie. Début 2018, la part des entreprises envisageant de recruter a augmenté significativement par rapport à 2016 où elle était de 36% dans les résultats de l'enquête. La difficulté à trouver certains savoir-faire a toujours été élevée dans le domaine parapétrolier. Les chiffres des années précédentes ont toujours fait état d'une moitié d'entreprises insatisfaites.

## Engagement dans des projets de transformation numérique

Ce sujet, nouveau par rapport aux précédentes enquêtes, est devenu aujourd'hui un point important dans la stratégie des entreprises. **En matière d'engagement dans des projets de transformation numérique, les retours des entreprises sont affirmatifs dans 57% des cas.**

Par contre, quand il est demandé s'il est besoin de formations ou d'accompagnement, la réponse est assez claire puisque 82% des retours sont négatifs. Ce résultat montre la réalité d'un engagement de la profession dans la transformation numérique.

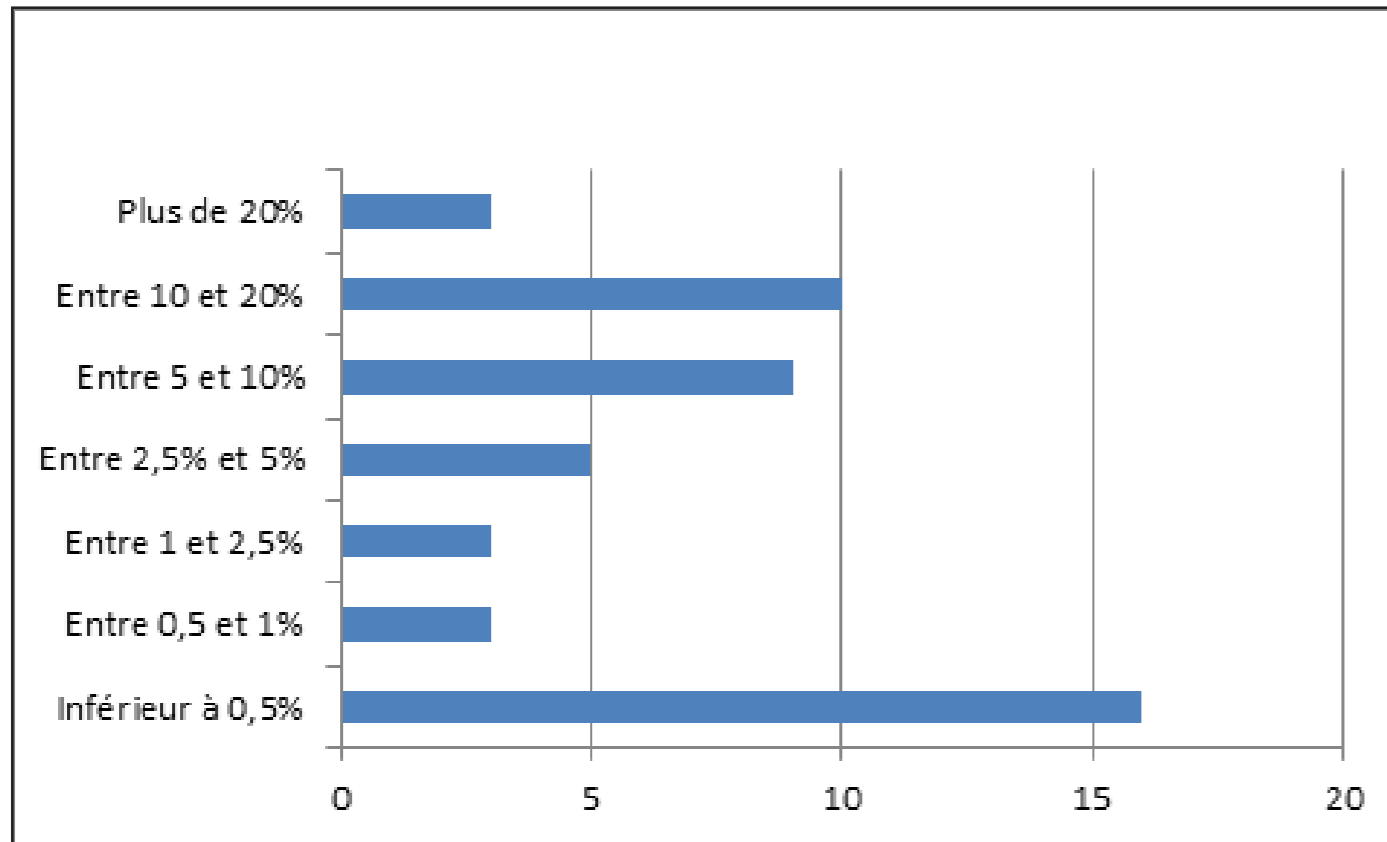
Toutefois, la simple réponse par oui ou non ne permet pas d'apprécier les domaines dans lesquels ce changement est opéré. En effet, cette mutation technologique concerne des aspects très différents de l'entreprise : relation-clients, déploiements commerciaux à l'international, fonctionnement interne... Un développement de ce sujet dans de futures enquêtes pourrait apporter des précisions. Le retour sur le besoin d'accompagnement signifie que soit les entreprises ont les compétences en interne, soit qu'elles n'ont aucune difficulté à en trouver sur le marché.

### Effort d'innovation et projets de recherche

L'effort en recherche et développement a été apprécié selon la part du chiffre d'affaires investi **45% des entreprises ayant répondu déclarent investir 5% ou plus du chiffre d'affaires en R&D.**

Le chiffre obtenu pour les enquêtes des années précédentes était autour de 30%. Il y a donc une tendance à la hausse de l'effort de R&D que l'on imagine justifié par une situation concurrentielle plus tendue.

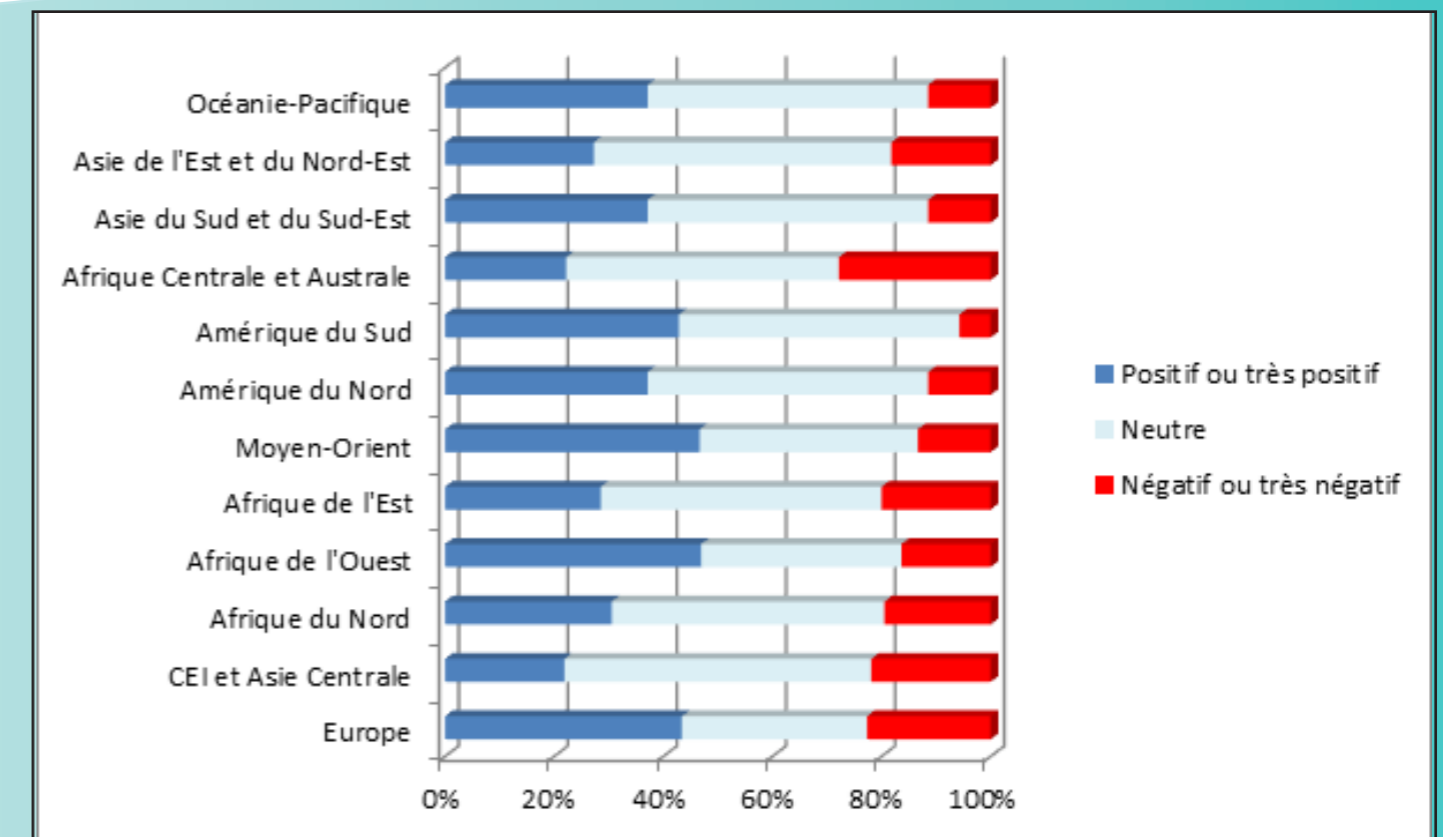
Sur 68 réponses, 27 entreprises (40%) ont des projets collaboratifs avec d'autres entités. 23% seulement souhaite un accompagnement. Le chiffre significatif des entreprises entrées dans des collaborations R&D et la faible demande d'accompagnement renforcent l'idée d'un domaine industriel ouvert au partenariat et à la mise en commun des compétences.



### j) Perspectives par zones géographiques

Il a été demandé aux entreprises de classer en fonction de leur activité un ensemble de grandes zones géographiques en très négatif ou négatif, neutre, positif ou très positif. **L'Afrique de l'Ouest, l'Europe, le Moyen-Orient et l'Amérique du Sud viennent en tête.**

Les zones les moins favorisées sont la CEI, l'Asie Centrale ainsi que l'Afrique Centrale. Historiquement, dans les enquêtes, le Moyen-Orient et l'Afrique de l'Ouest ont toujours été considérés comme des zones favorables à l'expansion. L'Asie en général et l'Amérique du Sud semblent avoir perdu de l'attractivité.



## h) Projets Outre-Mer

Les entreprises ont pu indiquer si elles avaient des projets à court et moyen terme dans les régions d'Outre-Mer. 28 entreprises ont indiqué avoir un ou plusieurs projets selon la répartition suivante en nombre de projets.

Guadeloupe, Martinique et Antilles Françaises	<b>15</b>
Réunion et Mayotte	<b>11</b>
Polynésie Française	<b>9</b>
Guyane	<b>9</b>
Nouvelle Calédonie	<b>7</b>
Saint Pierre et Miquelon	<b>2</b>

Parmi les projets indiqués, on trouve des études météorologiques et océanographiques ainsi que, des études concernant les énergies renouvelables ainsi que des travaux de construction et de maintenance dans des terminaux pétrolier.

## 4 – CONCLUSION

Le chiffre d'affaires global de l'industrie parapétrolière française a reculé de 13% depuis 2015. Cette baisse, d'abord importante avec -10% en 2016, s'est ensuite atténuée avec -3% en 2017. L'évaluation du nombre d'emplois actuels a été repoussée à environ 50 000 avec une diminution de 10 000 par rapport à 2015. Les grands indicateurs économiques montrent une remontée des cours du pétrole ainsi que des activités de forage. L'examen des chiffres d'affaires de plus d'une centaine d'entreprises françaises impliquées dans le domaine parapétrolier met en évidence une érosion des chiffres d'affaires pour la période 2015-2016 suivie d'une légère inversion de tendance pour la période 2016-2017.

Les résultats de l'enquête menée par Evolen mettent en évidence un retour à la stabilité pour les chiffres d'affaires globaux et à l'export ainsi que pour les effectifs. L'effort d'innovation et l'adaptation à la transition numérique sont très présents dans les entreprises de l'échantillon.

La difficulté à trouver certaines compétences dans les opérations de recrutement est mise en avant par près de la moitié des entreprises. Ce problème est récurrent depuis plusieurs années. En matière d'évolution de l'activité internationale, les entreprises privilégient l'Afrique de l'Ouest, l'Europe, le Moyen-Orient et l'Amérique du Sud. Certaines ont également des projets en France d'Outre-Mer.

L'ensemble de ces informations conduit à penser qu'après une situation de crise sévère qui a duré jusqu'en 2016, les entreprises parapétrolières et paragazières françaises peuvent peut-être imaginer des moments moins difficiles et se préparer à une reprise timide mais existante.

Contact communication :

Sylvie Le Brun  
s.lebrun@evolen.org

Sophie Priou  
s.priou@evolen.org

EVOLEN  
39-41, rue Louis Blanc  
CS 30080  
92038 La Defense CEDEX  
France

[www.evolen.org](http://www.evolen.org)

